

LEXIQUE

Apartheid : régime de discrimination systématique établi jusqu'en 1994 en Afrique du Sud (en afrikaans, apartheid signifie mise à l'écart.) En théorie, cette politique avait pour but de séparer les races, mais, en pratique, elle servait à priver les Noirs de leurs droits. Par analogie, on pourrait dire que la réalité dans les TPO est sous de nombreux aspects similaires. En effet, selon la Convention internationale contre l'apartheid de 1976 des Nations Unies, les caractéristiques de ce régime sont : développement séparé, contrôle exercé sur la terre, exploitation économique, interdiction de circuler librement ou de choisir sa résidence... et humiliation d'un peuple.

Assassinats ciblés : considérées comme crime de guerre par le droit international, ces exécutions « extra-judiciaires » de personnalités politiques et de militants palestiniens ont pris cours dès la fin du gouvernement Barak, pour se multiplier sous celui de Sharon. Présentés comme des opérations visant à assurer la sécurité ou comme « représailles », ces assassinats apparaissent en fait comme un habile moyen de relancer la tension et les attentats.

Attentat : selon le Larousse : « (...) attaque criminelle ou illégale contre les personnes, les droits, les biens etc. ». Constatons que ce vocable est réservé aux seules actions violentes des Palestiniens. Celles des forces d'occupation israéliennes sont désignées par d'autres appellations (opérations de sécurité, incursions, liquidations, assassinats ciblés ou représailles...) qui en voilent l'aspect attentatoire aux droits de l'homme.

Bantoustans : Sous le régime raciste d'apartheid en Afrique du Sud, , réserves où la majorité de la population noire avait obtenu une autonomie illusoire. Ces enclaves ont été officiellement appelées « homeland bantou », « bantou » étant le nom du peuple noir en Afrique du Sud.

Il est facile de trouver des similitudes entre les bantoustans et les enclaves dans lesquelles le gouvernement israélien emprisonne les Palestiniens notamment par la construction du Mur de séparation, et les routes de contournement.

Bouclage : Fermeture des zones autonomes palestiniennes. Imposés de manière quasi permanente, les bouclages empêchent objectivement de mener une vie normale individuelle et collective.

Check-points : barrages de contrôle routiers. On en compte environ 860 permanents et volants en Cisjordanie (OCHA, novembre 2007). Véritables goulots d'étranglement de l'économie des Territoires et

moyens de harcèlement de la population palestinienne, les check-points rendent quasiment tout déplacement et toute activité impraticables (travailler, aller à l'école, à l'hôpital même en ambulance...). Souvent, aussi, la « levée » officielle d'un check-point signifie en fait son déplacement quelques kilomètres plus loin.

Colonies : « implantations » (« settlements ») de peuplement israélien en territoire palestinien, établies sur des terres confisquées par l'Etat israélien, parfois au nom de la sécurité (zones militaires) ou de la protection de l'environnement (« zones vertes »). Destinées à devenir des faits permanents, les colonies sont, dans la stratégie israélienne, un outil privilégié d'occupation et de quadrillage des Territoires palestiniens occupés.

Empire ottoman : vaste empire, dirigé par une dynastie turque (les Ottomans), qui s'est progressivement constitué à partir du 14^e siècle et s'est effondré à l'issue de la Première guerre mondiale. La Palestine en fera partie dès 1516. En 1916, la révolte arabe contre les Ottomans sera soutenue par la Grande-Bretagne qui l'occupera de 1917 à 1918 avant se faire confier un mandat sur le pays par la Société des Nations en 1922.

Grand Israël : objectif des sionistes « purs et durs », à savoir tout le territoire de la Palestine mandataire (Israël, la Cisjordanie, la bande de Gaza), le Golan et une partie de la Jordanie, voire le Liban sud. Dans la logique du Likoud, le mouvement sioniste aurait déjà « renoncé » au Grand Israël en acceptant, dans les années 1920, la création de la Transjordanie (l'actuelle Jordanie). D'où le refus d'avoir « encore » à « céder » les territoires palestiniens occupés en 1967.

Intifada : insurrection, soulèvement. Intifada, en arabe, signifie l'acte de se soulever, se relever, se secouer pour sortir de sa torpeur, de son apathie. C'est un verbe réfléchi qui renvoie avant tout à un mouvement sur soi-même et pas contre quelqu'un. C'est l'acte de celui qui fut, à un moment, humilié, cassé, écrasé et qui se reprend en mains, qui s'affirme, qui reprend confiance en lui-même pour décider de son sort, pour s'autogérer.

Ligne verte : ligne de cessez-le-feu inscrite dans les conventions d'armistice de 1949 entre Israël et les Etats arabes voisins et délimitant après la 1^{ère} guerre israélo-arabe et jusqu'à la guerre de juin 1967, le territoire sous souveraineté israélienne de la Cisjordanie, annexée par la Jordanie.

Likoud : coalition politique israélienne regroupant depuis 1973 plusieurs formations du centre et de la droite.

Nouveaux historiens : on a pris l'habitude d'appeler « nouveaux historiens » les historiens, chercheurs ou journalistes israéliens qui, à partir des années 1980, on entrepris de réétudier « l'histoire officielle » israélienne au vu, entre autres, de documents israéliens officiels, mais demeurés secrets jusqu'en 1978, relatifs à la guerre de 1947-49. Une « relecture » qui a abouti à ruiner les « mythes fondateurs » israéliens quant aux origines du conflit et, en partie, à en corroborer la version palestinienne, jusque là non prise en considération. Les principaux « nouveaux historiens » sont Simha FLAPAN, Benny MORRIS, Ilan PAPPE, Tom SEGEV, Avi SHLAÏM et Shlomo ZAND.

Occupation : niée par les militants et idéologues sionistes pour lesquels la Terre d'Israël ne saurait être occupée par des Juifs, souvent passée sous silence, sous prétexte d'« équidistance », par de nombreux médias alors qu'elle constitue le nœud du conflit, parfois travestie par des « euphémismes » (territoires « administrés », territoires « disputés »), l'occupation des Territoires palestiniens conquis en 1967 par l'armée israélienne est reconnue et condamnée par le droit international, en l'occurrence par la résolution 242 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Routes de contournement : (bypass roads) routes exclusivement réservées aux Israéliens qui permettent de relier les colonies entre elles et à Israël tout en évitant – et en encerclant – les villages palestiniens. Morcelant la Cisjordanie et la bande de Gaza, ces routes empêchent par là-même toute continuité territoriale d'un éventuel Etat palestinien.

Sionisme : (de Sion, une colline de Jérusalem, terme synonyme de la Terre d'Israël). Le mouvement sioniste est une forme du nationalisme juif tel qu'il est apparu, dans le sillage du mouvement des nationalités, au XIXe siècle en Europe centrale de l'Est. . Le sionisme (politique) n'est donc en aucun cas à confondre avec les aspirations séculaires des Juifs de la diaspora, de type religieux, culturel ou affectif, à entretenir des liens avec Eretz Israël ou à s'y établir. Cependant «s'il est incontestablement antireligieux, le sionisme n'est pas un mouvement laïque. Son idéologie s'appuie sur une interprétation religieuse de l'histoire juive et se sert de la Bible comme texte fondateur et légitimation ultime de son entreprise. Le 'retour du peuple juif' sur sa terre n'a en effet de sens que si l'on adopte les postulats bibliques». Ainsi, la pleine citoyenneté ne pouvait, dans « l'Etat juif », être obtenue que sur base d'une appartenance d'origine religieuse.

Territoires occupés : la guerre israélo-arabe de juin 1967 mena à l'occupation par Israël du Sinâï égyptien, de la bande de Gaza, de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie et du Golan syrien. Alors que le Sinâï fut entièrement restitué à l'Egypte en 1982, à la suite de la paix séparée israélo-égyptienne de 1978, Jérusalem-Est fut annexée en 1980, et le Golan en 1981,. Juridiquement le terme « Territoires occupés » désigne donc les territoires palestiniens occupés par Israël à l'issue de la guerre de 1967, à savoir la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem Est.

Terrorisme : terme qui, au sens le plus commun, désigne des actes de violence frappant aveuglément des populations civiles, il apparaît de plus en plus – depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis – comme un vocable « fourre-tout ». Il permet commodément d'y inclure toute action violente et armée émanant de forces, officielles ou non, et cela quelle que soit leur cible (militaires, colons armés, fonctionnaires ou politiques responsables de l'occupation) et sans que l'on se réfère au contexte politique ou social qui peut les expliquer. Le débat, déjà ancien, sur le terrorisme, ne devrait, en effet, pas occulter ce qu'on appelle le « terrorisme d'Etat », à savoir la violence systématique qu'un Etat exerce contre une population et notamment via ses forces armées.

Transfert : euphémisme pour épuration, nettoyage ethnique.

Zones vertes : terres confisquées à leurs propriétaires arabes ou réquisitionnées par les autorités israéliennes pour des raisons officiellement environnementales qui interdisent leur exploitation ou leur lotissement. Ce qui n'empêche pas que des zones vertes sont cédées par l'Etat à des colonies.